

Administrateurs en exercice : 14	
Administrateurs présents :	11
- Dont Administrateurs représentés :	2
Administrateurs absents :	5
Suffrages exprimés	11
Vote :	
- Pour :	11
- Contre :	0
- Abstentions :	0
Date de la convocation : 14 octobre 2019	

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE MARTINIQUE TRANSPORT
DELIBERATION N° 19-22.10/041**

**Portant autorisation de conclure des conventions de transaction pour le solde de
trois marchés de transport scolaire sur le secteur Centre**

Le 22 octobre 2019 à 15H30, le Conseil d'Administration de MARTINIQUE TRANSPORT s'est réuni en son siège, Rue Gaston Defferre Plateau Roy-Cluny 97201 Fort-de-France, sur convocation de son Président, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, effectuée conformément à l'article 6.1.7 des statuts.

Etaient présents :

Pour la CTM :

- Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil d'Administration ;
- Monsieur Georges CLEON, suppléant de Monsieur Louis BOUTRIN ;
- Monsieur Lucien ADENET ;
- Madame Sylvia SAITHSOOTHANE ;
- Monsieur Charles-André MENCE ;

Pour la CAESM :

- Monsieur José MIRANDE ;

Pour CAP Nord :

- Monsieur Alfred MONTHIEUX, 3^e Vice-Président ;
- Monsieur Belfort BIROTA ;

Pour la CACEM :

- Monsieur Athanase JEANNE-ROSE, 4^e Vice-Président ;
- Monsieur Didier LAGUERRE.

Etaient absents :

Pour la CTM :

- Monsieur Louis BOUTRIN ;
- Monsieur Jean-Philippe NILOR ;
- Monsieur Johnny HAJJAR ;
- Madame Lucie LEBRAVE ;

Pour la CAESM :

- Monsieur Eugène LARCHER, 2^e Vice-Président ;

Etaient absents représentés :

- Monsieur Louis BOUTRIN représenté par son suppléant, Monsieur Georges CLEON ;
- Madame Lucie LEBRAVE, pouvoir donné à Monsieur Didier LAGUERRE ;

Etait invité et présent : le Comptable Public, Monsieur Georges-Alain MORAVIE.

Assistaient également à la séance les membres de l'administration de MARTINIQUE TRANSPORT.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu la loi n° 2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives aux Outre-mer et notamment son article 37 ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des Outre-Mer et notamment son article 45 ;

Vu la délibération n° 14-2161-2 du Conseil Régional de la Martinique en date du 18 décembre 2014, portant instauration d'une autorité organisatrice de transport unique et d'un périmètre unique des transports, publiée au Journal Officiel de la République française le 21 janvier 2015 sous la référence NOR CTRR 1521616X ;

Vu la délibération n° 16-36-1 du 29 mars 2016 portant demande de prorogation de droit de l'habilitation législative en matière de transports intérieurs de passagers et de marchandises, terrestres et maritimes publiée au Journal Officielle le 13 mai 2016 sous le numéro NOR CTRR 1611758X ;

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) n° 07.00096 2015 en date du 07 octobre 2015 ;

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM) n° 52/2016 en date du 22 juillet 2016 ;

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (CAP NORD) n° CC-22-072016/114 en date du 22 juillet 2016 ;

Vu la délibération du Conseil Général de Martinique n° CG/9494-15 en date du 29 octobre 2015 portant autorisation de signer un avenant au procès-verbal contradictoire de transfert des contrats et engagements entre la CACEM et MARTINIQUE TRANSPORT ;

Vu la délibération n°15-1072-1 du 23 juin 2015 portant création d'une commission ad hoc, publiée au Journal Officiel de la République Française le 06 septembre 2015 sous la référence NOR CTRR1520803X ;

Vu la délibération n°16-228-1 de l'Assemblée de Martinique en date du 4 octobre 2016, portant règles constitutives, compétences et régime financier de MARTINIQUE TRANSPORT, publiée au Journal Officiel de la République Française le 20 novembre 2016 sous la référence NOR CTRX1632510X ;

Vu la délibération n° 16-229-1 de l'Assemblée de Martinique, en date du 04 octobre 2016, portant transfert de charges à MARTINIQUE TRANSPORT, publiée au Journal Officiel de la République Française le 20 novembre 2016 sous la référence NOR CTRX1632505X ;

Vu la délibération n° 16-231-1 de l'Assemblée de Martinique en date du 13 octobre 2016 ;

Vu la délibération n°97/2016 du 14 novembre 2016 de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud de Martinique ;

Vu la délibération n°08.0112/2016 du 1^{er} décembre 2016 de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique réuni en sa séance du 22 novembre 2016 ;

Vu les statuts de MARTINIQUE TRANSPORT déposés en Préfecture le 30 décembre 2016, modifiés par les statuts déposés en Préfecture le 10 août 2018 ;

Vu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres du 22 octobre 2019 ;

Vu le rapport du Président du Conseil d'Administration ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

Article 1 : Le Conseil d'Administration approuve la passation de conventions de transaction, dont le projet figure en annexe 2, pour le règlement des sommes manquantes pour solde, détaillées en annexe 1, et concernant des prestations de service de transport scolaire avec des titulaires de marchés sur le secteur centre.

Article 2 : Le Conseil d'Administration donne mandat au Président pour la formalisation et l'autorise à signer les conventions, actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

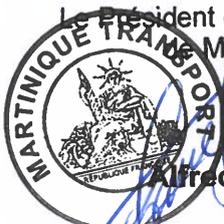
Article 3 : La présente délibération du Conseil d'Administration, qui pourra être diffusée partout au besoin sera, sera publiée dans le Recueil des Actes Administratifs de MARTINIQUE TRANSPORT.

Article 4 : La présente délibération du Conseil d'Administration entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au Représentant de l'Etat.

Ainsi délibéré et adopté le Conseil d'Administration, à l'unanimité de ses membres, avec onze (11) voix pour, en sa séance du 22 octobre 2019.

**Pour extrait certifié conforme,
Fort-de-France, le 29 OCT. 2019**

Le Président du Conseil d'Administration
Martinique Transport



Alfred MARIE-JEANNE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION N° 19-22.10/041

Lots	Marchés	Titulaires	Sommes manquantes TTC <i>La T.V.A. est de 2,10%.</i>
8	12.076	Madinina Evasion	6 679,58 €
31	12.077	Madinina Evasion	27 216,03 €
45	12.124	Sotranscar	9 691,66 €
TOTAL			15 428,33 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION N° 19-22.10/041

PROJET DE CONVENTION DE TRANSACTION



CONVENTION DE TRANSACTION N° *[numéro de la transaction]* RELATIVE AU REGLEMENT DU SOLDE DU MARCHE *[numéro du marché]*

ENTRE

D'une part, MARTINIQUE TRANSPORT, Rue Gaston Defferre CS30137, 97201 Fort-de-France
Représenté par le Président du Conseil d'Administration, Mr Alfred MARIE-JEANNE,
Ci-après « MARTINIQUE TRANSPORT »

ET

D'autre part, *[l'Entreprise], [Adresse], [Code postal, Commune],*

N° SIRET : *[compléter]*

CODE APE : *[compléter]*

N°URSSAF : *[compléter]*

Représentée par *[le représentant de l'Entreprise],*

Ci-après désigné « *[l'Entreprise]* ».

Vu le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu la délibération n°[numéro] du [date] de Martinique Transport relative au règlement du solde de certains marchés de transport scolaire transférés par la CACEM à Martinique Transport ;

IL EST RAPPELE CE QUI SUIIT :

Au 1^{er} janvier 2018, cinquante-six marchés de transport scolaire ont été transférés de la Communauté d'Agglomération du Centre de Martinique (CACEM) à Martinique Transport. Le 28 mai 2018, la Commission d'Appel d'Offres s'est prononcée en faveur d'une prolongation du délai d'exécution de ces marchés pour un (1) an ainsi que pour une augmentation financière de chaque marché correspondant au montant annuel initialement prévu.

Ces marchés étant arrivés à échéance le 5 juillet 2019, il doit être procédé au règlement des prestations réalisées au titre du mois de juin représentant également le règlement du solde.

Cependant, une différence a été relevée entre le montant mensuel contractuel restant à verser pour les prestations du mois de juin 2019 (hors révision de prix) et le montant du solde engagé comptablement.

Afin de procéder au règlement du solde aux titulaires de ces marchés en prenant en compte cette différence, une convention de transaction est adoptée.

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet le règlement du solde de [l'Entreprise] pour l'exécution du marché de transport scolaire effectué pour MARTINIQUE TRANSPORT après transfert dudit marché de la CACEM à MARTINIQUE TRANSPORT.

ARTICLE 2 – Engagement de MARTINIQUE TRANSPORT

MARTINIQUE TRANSPORT s'engage à verser à [l'Entreprise] le paiement du solde dû soit la somme de [somme manquante] € TTC. La T.V.A. est de 2,10%.

ARTICLE 3 – Modalités de versement du solde

MARTINIQUE TRANSPORT s'engage à payer la somme mentionnée à l'article 2 au plus tard trente jours après que la présente convention de transaction soit devenue exécutoire au sens des articles L.7231-1 et L.4141.1 du Code général des collectivités territoriales.

La dépense correspondante sera imputée en section de Fonctionnement à l'Article 611 / Chapitre 930 du budget de MARTINIQUE TRANSPORT.

Les paiements dus par MARTINIQUE TRANSPORT sont effectués sur le compte bancaire de [l'Entreprise] selon les procédures comptables en vigueur :

- IBAN : [compléter]
- Code Guichet : [compléter]
- Numéro de compte : [compléter]
- Clé RIB : [compléter]

L'ordonnateur de la dépense est Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil d'Administration.

Le comptable assignataire est le payeur territorial.

Le rejet du paiement opéré par le payeur territorial agissant dans le cadre des contrôles d'usage en matière de dépenses, ne sera pas assimilable à un défaut de paiement.

Si MARTINIQUE TRANSPORT ne procède pas au mandatement de la somme de [somme manquante] €, qui constitue un solde de tous comptes dans le délai prévu au premier alinéa de cet article, ladite somme portera intérêts moratoires au taux légal et ce, à compter du jour de la sommation de payer qui devra lui être délivrée par [l'Entreprise].

ARTICLE 4 – Renonciation expresse à toute autre action

La présente convention constitue une transaction en application des articles 2044 et suivants du code civil auxquels elle est soumise.

Moyennant la bonne exécution des présentes par MARTINIQUE TRANSPORT, [l'Entreprise] se déclare intégralement remplie de ses droits et renonce expressément à toute autre action, prétention, réclamation ou contestation ultérieure ayant le même objet à l'encontre de MARTINIQUE TRANSPORT et ce, conformément à l'article 2052 du Code civil.

La présente transaction exclut de son champ d'application la garantie qui pourrait être due par [l'Entreprise] du fait de l'exécution des prestations antérieures à ladite transaction.

En conséquence, les parties reconnaissent que leur litige est vidé de toute substance, se désistent mutuellement de toute instance et s'interdisent réciproquement d'introduire ou de poursuivre un recours ou une action en justice pour les causes ayant pour objet la prestation effectuée.

La présente convention de transaction ne peut être attaquée pour cause d'erreur de droit ni pour cause de lésion.

ARTICLE 5 – Election de domicile

Pour l'exécution des présentes clauses et de leurs suites, les parties font élection de leurs domiciles à leurs adresses respectives telles qu'indiquées en première page.

ARTICLE 6 – Clause exécutoire

La présente convention de transaction est établie en deux (2) exemplaires originaux, signés par les deux parties.

Un sera remis à l'entreprise et un sera conservé par les services de MARTINIQUE TRANSPORT. Une copie sera déposée en Préfecture.

La présente convention sera exécutoire dès sa notification ainsi que sa transmission au Préfet.

Le Président du Conseil d'Administration de MARTINIQUE TRANSPORT et [l'Entreprise] sont responsables chacun en ce qui concerne l'exécution de la présente convention.

Fait à Fort de France, le

[l'Entreprise]

Le Président du Conseil d'Administration

Signature précédée des mentions « *Lu et approuvé - Bon pour transaction* ».